

ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Maintenance des falcon de la Marine nationale en Polynésie Question au Gouvernement n° 4163

Texte de la question

MAINTENANCE DES FALCON DE LA MARINE NATIONALE EN POLYNÉSIE

- M. le président. La parole est à M. Moetai Brotherson.
- **M. Moetai Brotherson.** Madame la ministre des armées, je connais votre attachement à la notion de souveraineté nationale. C'est pourquoi ma surprise a été grande d'apprendre que l'État, par la voix de la direction de la maintenance aéronautique (DMAé) de votre ministère, avait accordé sa préférence, pour un contrat de maintenance des Falcon en Polynésie, à une société suisse à capitaux américains plutôt qu'à Sabena Technics, société installée en Occitanie et bien française. (Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et Fl.)

J'ai également eu la surprise de constater que l'appel d'offres a été morcelé en deux parties, de sorte que, demain, dans un même hangar contenant des matériels stratégiques, deux sociétés effectueront de la maintenance.

- M. Jean-Louis Bricout. Bravo!
- **M. Moetai Brotherson.** Enfin, comment ne pas éprouver de l'inquiétude à l'idée que quarante à soixante-sept Polynésiens vont se retrouver sans travail un chiffre qui, rapporté à l'échelle nationale, représenterait entre 10 000 et 15 000 personnes ?
- M. Jean-Louis Bricout. Bravo!
- **M. Moetai Brotherson.** Ma question est donc simple : avez-vous bien soupesé les tenants et aboutissants de ce dossier ? (Applaudissements sur les bancs du groupe GDR.)
- M. Jean-Louis Bricout. Ils n'en ont rien à faire!
- M. le président. La parole est à Mme la ministre des armées.

Mme Florence Parly, *ministre des armées*. Vous le savez, monsieur le député, l'amélioration de la disponibilité de nos matériels fait partie de mes priorités et la loi de programmation militaire dont nous allons débattre dans quelques minutes y consacre chaque année 4,5 milliards d'euros, ce qui constitue une très nette augmentation par rapport aux lois de programmation précédentes.

Pour chacune de nos flottes, nous avons le souci d'améliorer la disponibilité, d'abord en toute sécurité, et ensuite pour un coût optimisé pour le contribuable français. C'est pourquoi nous nous efforçons, pour chacune

des flottes, de recourir à la meilleure proposition industrielle.

S'agissant de l'entretien des Falcon de la marine nationale, l'offre de Sabena Technics a été de loin la moins bonne. Pour illustrer mon propos et vous donner une idée de l'écart entre les différentes offres, monsieur le député, la performance de Sabena a été notée 3,5 sur 10 quand son concurrent obtenait 9,5 sur 10 : dans ces conditions, vous comprendrez notre choix.

Nous avons retenu la garantie apportée par une société, Jet Aviation, que nous connaissons très bien puisque c'est elle qui aujourd'hui assure la maintenance des Falcon gouvernementaux.

J'en viens maintenant à votre inquiétude parfaitement légitime sur l'emploi. Je peux vous assurer que l'emploi et l'activité resteront implantés, comme actuellement, sur les sites de Faa'a et de la Tontouta. Aucune activité ne sera délocalisée hors de France. Pour ce qui concerne la reprise des emplois, le président du groupe Sabena Technics est chargé de mener les négociations (M. Florian Bachelier applaudit.) De son côté, Jet Aviation a déjà reçu une trentaine de candidatures locales et a commencé les entretiens d'embauche. Nous serons très attentifs à la poursuite de ces négociations. (Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM.)

M. le président. La parole est à M. Moetai Brotherson.

M. Moetai Brotherson. Entre une société française qui a vingt-cinq ans d'expérience dans le domaine spécifique de la maintenance d'avions en Polynésie et une société qui n'y a jamais mis les pieds, je ne m'étonne pas que la seconde vous propose vingt personnes et obtienne pour cela la note de 9 sur 10 alors que la première, qui a l'expérience, recommande de faire travailler soixante-sept personnes. Dans deux jours, ce sera champagne et petits fours pour 170 personnels qui l'ont bien mérité, qui ont participé à l'exercice Heifara Wakea d'acheminement des Rafale, destinés à repartir ensuite à Hawaï. Si l'on peut s'en féliciter, il ne faut pas oublier qu'à une centaine de mètres se trouveront soixante-sept Polynésiens sans travail. (Applaudissements sur les bancs des groupes GDR et Fl, ainsi que sur quelques bancs du groupe SOC.)

Données clés

Auteur: M. Moetai Brotherson

Circonscription: Polynésie Française (3e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question: 4163

Rubrique: Outre-mer

Ministère interrogé : Armées Ministère attributaire : Armées

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 23 juin 2021

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 23 juin 2021